

Contexte

Le Fonds international pour la diversité culturelle (ci-après « le FIDC ») est un fonds de contributions volontaires multidonateurs, établi au titre de l'article 18 de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (ci-après « la Convention ») pour faciliter la coopération internationale en faveur du développement durable et de la réduction de la pauvreté et pour favoriser l'émergence de secteurs culturels dynamiques dans les pays en développement qui sont Parties à la Convention.

Le FIDC a pour objectif global d'appuyer la mise en œuvre de la Convention de 2005 et l'émergence de secteurs culturels dynamiques dans les pays en développement en renforçant les moyens disponibles pour créer, produire et distribuer différents biens et services culturels et y accéder.

Le FIDC est opérationnel depuis 2010. Depuis cette date, 90 projets dans 51 pays en développement et pays les moins avancés ont été financés à hauteur de 100 000 dollars des États-Unis maximum par projet. Le financement total accordé à ces projets se montait fin 2016 à plus de 6 millions de dollars des États-Unis.

Selon les Orientations sur l'utilisation des ressources du Fonds international pour la diversité culturelle (paragraphe 22) et la résolution 5.CP 14 (paragraphe 4), une évaluation du Fonds doit être effectuée tous les cinq ans. Une première évaluation a été réalisée en 2012 et a donné lieu à un certain nombre de recommandations dont la mise en œuvre a été étroitement suivie par le Comité intergouvernemental de la Convention de 2005. L'évaluation 2017 devra évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation précédente, recenser les enseignements tirés et formuler de nouvelles recommandations qui guideront la gouvernance et la mise en œuvre futures du FIDC.

1. Objectifs

Dans le cadre du FIDC, l'évaluateur/les évaluateurs s'acquittera/ont des activités suivantes sous la supervision du Secrétariat du Fonds :

L'évaluation globale vise à formuler des conclusions et recommandations concernant la pertinence et l'efficacité du FIDC dans le cadre de la Convention de 2005. Les recommandations de l'évaluation devraient servir à orienter la gestion et la gouvernance futures du Fonds, ainsi que les efforts du Secrétariat pour suivre et soutenir la mise en œuvre des projets qu'il finance.

Les points à examiner dans le cadre de cet exercice seront les suivants :

- la pertinence générale et la valeur ajoutée du FIDC dans la mise en œuvre de la Convention de 2005 ;
- le degré de mise en œuvre des Orientations révisées sur l'utilisation des ressources du FIDC et du cadre de gestion axée sur les résultats pour le FIDC en 2015-2016 ;
- le degré de mise en œuvre des recommandations de l'évaluation de 2012 du FIDC ;

- la mesure dans laquelle les Orientations révisées sur l'utilisation des ressources du FIDC et les décisions adoptées par le Comité fournissent des orientations adéquates pour la gouvernance et la gestion du Fonds ;
- le degré de mise en œuvre, d'efficacité et de qualité des résultats et produits des projets financés par le FIDC ;
- l'efficacité de la gouvernance et de la gestion du FIDC, y compris les responsabilités du Groupe d'experts, la mobilisation des ressources, la gestion des connaissances, le suivi et les mécanismes administratifs.

L'évaluation couvrira la période allant de juin 2012 jusqu'à la date de l'évaluation en 2017 (cycles de financement 3 à 6) étant donné que la première évaluation du FIDC couvrait les projets des deux premiers cycles (2010 et 2011).

Partie A. Évaluation de la gouvernance et de la gestion du FIDC

Les questions suivantes devront être abordées :

- (i) Dans quelle mesure les Orientations révisées sur l'utilisation des ressources du FIDC et les critères supplémentaires adoptés par le Comité ont-ils fourni des orientations adaptées pour la gouvernance et la gestion du FIDC ?
 - Quelle est leur utilité pour guider la gestion du Fonds ?
 - Dans quelle mesure sont-ils mis en œuvre ?
 - Pour répondre à ces questions, une attention particulière sera portée aux points suivants :
 - critères d'admissibilité et clarté des objectifs des programmes/projets ;
 - rôle et compétence du Secrétariat du FIDC ;
 - rôle des commissions nationales et capacité de celles-ci à examiner les projets ;
 - rôle de la société civile et accès de celle-ci aux ressources du FIDC ;
 - critères et méthode de sélection des spécialistes appelés à faire partie du groupe d'évaluation ;
 - processus d'approbation des projets soumis au financement ;
 - durée du cycle de financement.
- (ii) Dans quelle mesure les mécanismes de gestion mis en place par le Secrétariat ont-ils permis d'assurer une mise en œuvre efficace du FIDC, notamment la mise en œuvre des Orientations sur l'utilisation des ressources du FIDC révisées en 2013, des recommandations de la première évaluation (2013-2016) et du cadre de gestion axée sur les résultats (2013-2016), et de soutenir la production des résultats attendus du projet ?

En particulier :

1. Dans quelle mesure les Orientations révisées sur l'utilisation des ressources du FIDC ont-elles amélioré la gouvernance et la gestion du Fonds ?
2. Dans quelle mesure la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation précédente a-t-elle amélioré la gouvernance et la gestion du FIDC ? Quels enseignements peut-on en tirer ?
3. Jusqu'à quel point le cadre de gestion axée sur les résultats du Fonds a-t-il été mis en œuvre ?
4. Dans quel mesure ce cadre a-t-il facilité le suivi de la mise en œuvre du Fonds et des progrès réalisés ?
5. Quels enseignements peuvent être tirés de ce mécanisme en termes d'amélioration et de mise en œuvre du cadre de gestion axée sur les résultats à l'avenir ?
6. Dans quelle mesure le cadre de gestion axée sur les résultats du Fonds correspond-il au cadre général de la Convention (tel que décrit dans le Rapport mondial) et quelles mesures doivent être prises pour renforcer la cohérence entre eux ?

Pour répondre à ces questions, une attention particulière sera accordée aux éléments suivants :

- utilisation des ressources humaines et techniques, structure organisationnelle de gestion du Fonds, documents de travail et d'information, et mode de prise de décision par les organes directeurs ;
- procédures de présentation des candidatures des projets et formulaires de candidature ;
- examen de l'admissibilité des demandes par le Secrétariat ;
- appréciation de l'évaluation technique effectuée par le Groupe d'experts ;
- coordination des travaux des experts avec le Secrétariat et entre les experts eux-mêmes ;
- méthodes de travail des experts et outils d'évaluation et de communication qu'ils utilisent ;
- formulaires utilisés pour présenter les résultats de l'évaluation des experts au Comité ;
- accessibilité et évaluation de la plate-forme en ligne ;
- gestion des contrats ;
- visibilité du FIDC et compréhension de ses domaines d'activité par les parties prenantes et le public ; et
- transparence du processus dans son ensemble.

Partie B. Évaluation de la pertinence du FIDC et des résultats obtenus à ce jour

Les questions suivantes devraient être traitées :

- I. Quelle est la pertinence du Fonds en matière de réponse aux besoins et attentes des Parties ?
- II. Quelle est sa valeur ajoutée globale (dans le cadre d'une plus large mise en œuvre de la Convention de 2005) ?
- III. Dans quelle mesure les projets reflètent-ils les Orientations révisées sur l'utilisation des ressources du FIDC, les critères supplémentaires adoptés par le Comité et les priorités de la Convention ?
- IV. Dans quelle mesure les projets correspondent-ils aux objectifs de la Convention ?
- V. Dans quelle mesure les programmes/projets ont-ils atteint leurs objectifs à moyen et long termes ?

Dans quelle mesure les projets ont-ils contribué à faire progresser l'égalité des genres ?

- VI. Quelles raisons expliquent que les objectifs n'ont pas été atteints ?
- VII. Quelles sont les principales difficultés rencontrées par les pays bénéficiaires et les parties prenantes pour mettre en œuvre les projets ?
- VIII. Quels mécanismes de suivi les programmes/projets ont-ils mis en place ? Dans quelle mesure ont-ils été efficaces ? Quels indicateurs de suivi peut-on recommander d'intégrer dans les formulaires de candidature ?
- IX. Comment les activités des projets ont-elles répondu aux objectifs recensés ?
- X. Les objectifs des programmes/projets répondaient-ils aux besoins identifiés des groupes cibles ?
- XI. Les bénéficiaires disposent-ils des moyens financiers et humains nécessaires pour garantir la pérennité des programmes/projets ?
- XII. Le financement provenant de sources multiples était-il un facteur déterminant pour la sélection ?
- XIII. Quel degré de visibilité les projets ont-ils atteint ? Quel est le degré de visibilité de la Convention de 2005 et de l'UNESCO ?
- XIV. De quelle manière les Parties ont-elles utilisé et relayé les informations fournies grâce aux outils de communication développés par le Secrétariat ?
- XV. Dans quelle mesure le FIDC complète-t-il d'autres fonds internationaux couvrant des domaines analogues (à l'intérieur et à l'extérieur de l'UNESCO) ?

Partie C. Évaluation des ressources et des dépenses du FIDC

Les points suivants doivent être abordés :

- (i) Quelle part du financement provenant du FIDC sert à couvrir les frais opérationnels et quelle part est destinée aux projets ?
- (ii) Dans quelle mesure le FIDC a-t-il mobilisé des fonds conformément à la stratégie de levée de fonds élaborée ? Dans quelle mesure la diversification de la base des donateurs a-t-elle contribué à augmenter les fonds mobilisés ?
- (iii) Quelle est l'efficacité des mécanismes de gestion et de gouvernance du FIDC ?

2. Conditions/qualifications/expérience requises :

L'évaluation sera menée par une équipe externe d'évaluateurs dotés des qualifications suivantes :

- au moins 10 années d'expérience dans le domaine du suivi et de l'évaluation ;
- expérience avérée du suivi et de l'évaluation de projets dans le domaine de la culture ;
- diplôme universitaire supérieur spécialisé dans les domaines de la culture, des sciences sociales, du droit, des politiques publiques, des relations internationales ou dans des domaines connexes ;
- la connaissance et la compréhension des instruments normatifs de l'UNESCO dans le domaine de la culture et en particulier de la Convention de 2005 seraient un atout ;
- connaissance et compréhension des mandats de l'ONU en ce qui concerne les droits de l'homme et l'égalité des genres ;
- excellentes compétences analytiques et aptitudes avérées à la rédaction en anglais et connaissance pratique du français ;
- la maîtrise de l'espagnol serait un atout.

3. Méthodologie

Les évaluateurs devront :

- examiner toute la documentation relative à la gouvernance, à la gestion et à la mise en œuvre du FIDC (du 3^e au 7^e cycle) ;
- réaliser des entretiens par téléphone et/ou Skype avec des membres du Secrétariat de l'UNESCO, des représentants des Parties à la Convention de 2005, ainsi que des partenaires et parties prenantes extérieurs (notamment les bénéficiaires effectifs du FIDC) ;
- effectuer au minimum trois visites sur le terrain pour rencontrer des responsables de projet (de différents cycles et dans différentes régions géographiques), décidées conjointement avec le Secrétariat du FIDC ;
- présenter cinq rapports selon la périodicité prévue dans la Partie 6 ci-après.

4. Contributions

Le Secrétariat du FIDC fournira aux évaluateurs toute la documentation disponible, une liste des principales parties prenantes à interroger, ainsi qu'une liste représentative, d'un point de vue géographique, des projets financés par le Fonds, illustrant la diversité des projets financés (type et portée des activités, statut des demandeurs, etc.).

5. Calendrier

Lancement de l'appel d'offres : 23 janvier 2017

Date limite de réception des devis : 15 février 2017

Date de début : 1^{er} mars 2017

Date d'achèvement : 15 septembre 2017

6. Rapports

Les évaluateurs devront soumettre les rapports suivants :

- (a) Rapport préliminaire : Plan de travail détaillé de 10 pages proposant les méthodes, sources et procédures utilisées pour l'évaluation et incluant l'ensemble des produits à livrer et les délais, à présenter dans les deux premières semaines du contrat (15 mars 2017 au plus tard).
- (b) Projet de rapport : Rapport contenant les conclusions des recherches et entretiens réalisés sur le terrain, ainsi qu'une série d'observations et recommandations initiales, à soumettre le 9 juin 2017 au plus tard.
- (c) Projet de rapport révisé : Rapport tenant compte des observations du Secrétariat du FIDC, à présenter le 24 juillet 2017.
- (d) Projet de rapport final : À soumettre le 4 septembre 2017.
- (e) Rapport d'évaluation final : Rapport contenant toutes les conclusions, observations, conclusions et recommandations de l'exercice de suivi et d'évaluation du FIDC, à présenter le 15 septembre 2017 au plus tard.

Ce rapport de 40 pages (sans les annexes) doit être structuré comme suit :

- résumé (quatre pages maximum) ;
- description du programme ;
- objet de l'évaluation ;
- méthodologie de l'évaluation ;
- conclusions ;
- enseignements tirés ;
- recommandations ;
- annexes (incluant la liste des entretiens, les instruments de collecte des données, les principaux documents consultés, les bilans, le mandat, etc.).

7. Comment déposer une candidature :

Les candidats qui satisfont aux conditions requises sont priés d'adresser les documents suivants au Secrétariat du FIDC (ifcd.convention@unesco.org) le **15 février 2017 à midi, heure de Paris (France), au plus tard** :

- (a) un curriculum vitae à jour ;
- (b) une note indiquant en quoi leurs qualifications et leur expérience les rendent compétents pour la mission considérée ;
- (c) un exposé de l'approche qu'ils adopteront pour mener à bien la mission, incluant les éventuelles contributions requises de l'UNESCO ;
- (d) le coût total de la mission, exprimé comme une somme forfaitaire globale en dollars des États-Unis, dans un dossier séparé. Toute indemnité de voyage ou de subsistance doit être indiquée séparément.

La note doit indiquer clairement en quoi l'évaluateur répond aux critères énoncés ci-dessus et comment il entend atteindre les objectifs de l'exercice d'évaluation.

Contact :

UNESCO, Secteur de la culture, Division de la créativité
Au : Fonds international pour la diversité culturelle (FIDC)
Courriel : ifcd.convention2005@unesco.org